



Comité Technique Spécial Départemental du 14 avril 2015

**Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs les membres du CTSD,**

Ce comité technique "carte scolaire 1^{er} degré" se tient après un premier vote contre unanime des organisations syndicales. Nous réaffirmons aujourd'hui notre regret de voir les instances traitant de ce sujet reportées après les élections départementales. Les temps éducatifs ne s'inscrivent pas dans les mêmes calendriers que les temps politiques.

Pourtant, nous constatons encore, avec le calendrier scolaire pour les 3 prochaines années que les priorités éducatives passent après les considérations économiques de quelques lobbies touristiques : ce n'est pas acceptable. Ce calendrier n'est pas fait pour les élèves, il n'est pas non plus fait pour les enseignants. Il déséquilibre encore plus l'année scolaire et nous souhaitons dire toute notre indignation face à ces choix anti éducatifs.

Pour ce qui est de la carte scolaire dans le premier degré, à l'heure où l'on compte sur un engagement fort de l'Éducation Nationale et de ses enseignants, force est de constater que les moyens alloués à notre département restent faibles.

La priorité affirmée au premier degré n'aura pas duré. Les milliers de postes que nous étions en droit d'attendre dans les écoles pour compenser la saignée des années Sarkozy n'arrivent pas. La situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui sur tous les plans n'est que la résultante de la politique suivie de 2007 à 2012. Les 60 000 postes couvriront à peine la poussée démographique du second degré et la réforme du collège, dont nous saluons les avancées, "grignotera" les postes restants.

De plus, le mode actuel de répartition des emplois par académie et le poids démographique du département de la Gironde ne permettent pas la prise en compte des réels besoins d'un département rural comme les Landes.

Dans notre département, la dotation de 7 postes permettra d'augmenter légèrement le P/E départemental. Cependant, une fois les moyens dévolus aux nouvelles décharges de direction (3 postes) et à la stabilisation des postes de TR (6 postes) attribués, il reste très peu de moyens. Le sentiment sur le terrain sera encore celui d'un changement qui tarde à venir et d'une concurrence entre écoles.

Chaque ouverture est bien souvent compensée par une fermeture. Alors que l'objectif principal de l'École devrait être de s'attaquer à la difficulté scolaire, les efforts en la matière ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Certes, vous proposez de créer 2 postes de maître G et un poste de Psychologue scolaire mais cela reste insuffisant au regard des besoins.

Les dispositifs que nous avons soutenus et auxquels nous croyons fermement : plus de maîtres que de classes, accueil des moins de 3 ans, apparaissent de plus en plus comme des outils de communication du ministère. Nous ne sommes pas dupes et nous regrettons qu'ils aient été mis en place sur les moyens existants, ce qui ne permet pas aujourd'hui leur développement.

Nous souhaitons rappeler que l'École n'est pas un coût pour notre société mais un investissement et nous souhaitons à l'UNSA, la voir avancer parce que nous avons le Service public au cœur de nos préoccupations.

Pour l'UNSA Education : Christophe NOWACZECK, Mathilde GAILLARD, Elodie DARZACQ